



Section Belgique-Bangladesh / **Pakistan** / Sri Lanka



**18 au 22 janvier 2016**

**La section accueille le groupe d'amitié de l'Assemblée nationale de la République islamique du Pakistan lors d'une visite de cinq jours**

### Composition de la délégation

- ▶ S.E.Mme Zahra Wadood Fatemi (PML-N) – chef de la délégation
- ▶ S.E.Mme Tahira Aurangzeb (PML-N)
- ▶ S.E.Mme Romina Khurshid Alam (PML-N)
- ▶ S.E.Mme Shaza Fatima Khawaja (PML-N)
- ▶ S.E.M. Malik Muhammad Uzair Khan (PML-N)
- ▶ M. Majid Ali, secrétaire de la délégation

### Représentants de l'ambassade du Pakistan

- ▶ S.E.Mme Naghmana Alamgir Hashmi, ambassadrice
- ▶ M. Khalid Jamali (conseiller – chef de mission adjoint)
- ▶ M. Mahmood Akhtar Mahmood (conseiller)
- ▶ Mme Sara Ijaz (première secrétaire)

### Participants de la section

- ▶ Mme Petra De Sutter, présidente de la section
- ▶ M. Pol Van Den Driessche, président de l'UIP Belgique
- ▶ M. Alain Destexhe
- ▶ Mme Latifa Gahouchi
- ▶ M. John Stevens, secrétaire de la section

Par le passé, une délégation parlementaire pakistanaise emmenée par M. Hamid, vice-ministre de la Défense, avait été reçue dans le cadre de l'UIP le 26 avril 2005. Le 26 juin 2008, des parlementaires belges avaient rencontré une délégation de l'Azad Jammu & Kashmir, un État fédéré du Pakistan, conduite par le président, M. Raja Zulqarnain Khan.

Après une période plus calme, les efforts conjugués de M. Peter Claes, notre ambassadeur à Islamabad, Mme Naghmana Alamgir Hashmi, ambassadrice de la République islamique du Pakistan, et Mme Petra De Sutter ont mené aux réunions du 18 mars 2015 et du 2 juillet 2015 dont l'objectif était de faire plus ample connaissance et de préparer la visite dont ce rapport est le reflet.

Les membres de la délégation font tous partie de l'Assemblée nationale, que l'on peut comparer à notre Chambre des représentants, et qui se situe au cœur du pouvoir parlementaire du régime démocratique pakistanaise. Cette Assemblée bénéficie de compétences plus larges que celles du Sénat pakistanaise, lequel a une composition distincte et est élu au suffrage indirect. La fonction de président de ces deux assemblées est très importante, notamment parce qu'au regard de l'ancienneté, il assume le rôle protocolaire du président en l'absence de celui-ci (la fonction de vice-président n'existe pas au Pakistan).

Les membres de la délégation appartiennent également tous au parti au pouvoir, le PML-N du premier ministre Nawaz Sharif. Lors des élections législatives de mai 2013, celui-ci a remporté une importante victoire sur le PPP, le parti du président Asif Ali Zardari au pouvoir à l'époque. Le PPP n'a obtenu la majorité que dans la province du Sind. Le parti PML-N du premier ministre Sharif trouve son assise politique dans le Pendjab, une province qui rassemble un peu plus de la moitié de la population pakistanaise.

Le mardi 19 janvier 2016, après une visite au Parlement fédéral, la délégation, accompagnée de Mme Petra De Sutter, a été reçue par M. Siegfried Bracke, président de la Chambre des représentants.



- Au cours des discussions sur la question du terrorisme, la délégation a souligné que le Pakistan hébergeait 2,5 millions de réfugiés afghans ayant fui la guerre civile qui a déchiré ce pays dans les années 1980. Les Afghans restés dans leur pays disposaient d'armes mais ils n'avaient plus de projets, plus d'écoles et plus d'attaches. De plus, il a manqué à ce pays un plan de reconstruction comparable au plan Marshall mis en œuvre après la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, des individus sont mobilisés pour commettre des actes terroristes, prétendument au nom de la religion. Le Pakistan a consenti des efforts, notamment sur le plan de l'enseignement, mais il reste à intégrer ces populations. En attendant, le Pakistan déplore plus de 60 000 victimes du terrorisme (un triste record mondial), le comble de l'horreur ayant été atteint lors du bain de sang perpétré en décembre 2014 dans une école primaire de Peshawar et qui a fait 150 tués parmi lesquels 132 enfants entre huit et dix-huit ans. Le quotidien pakistanais *Dawn* a analysé les données contenues dans la base de données sur le terrorisme international (*global terrorism database*) conçue par l'Université américaine du Maryland. Selon ce quotidien, les statistiques, rassemblées depuis 1970, montrent que le Pakistan est de tous les pays du monde, celui qui a subi le plus grand nombre d'attentats terroristes frappant des établissements d'enseignement (850). C'est également au Pakistan que les attaques contre des écoles ont fait le plus de morts (450), dont une majorité d'enfants. Les talibans pakistanais estiment en effet que l'enseignement doit se conformer aux préceptes de l'islam alors que la plupart des écoles et universités du pays ont un système d'enseignement majoritairement séculier. Il est d'autant plus difficile de mettre un terme aux actes de terrorisme fomentés à partir de l'Afghanistan que le caractère inhospitalier de la région frontalière rend quasiment impossible une délimitation physique entre les deux pays. Pour le Pakistan, la solution du problème passe par la paix dans la région, ce qui nécessite l'aide de l'Occident et de l'Afghanistan. Pacifier cette région est impossible sans le retour de la paix en Afghanistan où toutes les parties (en ce compris les talibans) devront se mettre autour de la table. D'autres pays doivent, quant à eux, s'abstenir d'exporter leurs propres conflits. Le forum idéal pour en discuter est le *Heart of Asia - Istanbul Process*<sup>1</sup>. Par ailleurs, le Pakistan se dit prêt à participer à la lutte contre le terrorisme en Syrie et dans le reste du monde. La délégation est convaincue du fait que d'ici quelques années, le *National Action Plan* du Pakistan libérera définitivement le pays du terrorisme. Vingt pour cent du budget fédéral sont consacrés à ce plan et pour la première fois, les partis, toutes tendances confondues, ont trouvé un consensus au sujet de cette approche. Pour des raisons de sécurité, les détails des moyens octroyés ne sont pas divulgués, pas même au Parlement. Si la délégation croit en une réussite de la lutte contre le terrorisme, c'est également parce que l'accent sera davantage mis sur le fait que l'identité pakistanaise n'est pas fondamentaliste mais majoritairement soufie.

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'une plate-forme de discussion visant à promouvoir la sécurité et la coopération politique et économique. Cette initiative a été lancée en novembre 2011 afin de promouvoir la coopération pratique entre l'Afghanistan, ses pays voisins et les partenaires de la région afin de faire face à des problèmes communs tels que le terrorisme, la drogue, la pauvreté et l'extrémisme. Les Etats-Unis et 20 autres pays et organisations soutiennent cette initiative.

Sa particularité réside dans le fait qu'aucune religion ne détient la vérité absolue, mais que toutes les religions détiennent une part de cette vérité. Le soufisme universel est dès lors en quête d'une "unité dans la diversité". Aussi, pour ce courant, les soufis peuvent-ils tout aussi bien être chrétiens, indous, musulmans ou adeptes d'une autre croyance ou conviction.

La tolérance pakistanaise constitue un élément clé d'une solution durable au problème du terrorisme. Ainsi, les femmes, qui sont présentes dans toutes les composantes de la société, n'ont pas l'obligation de porter le voile, lequel est du reste considéré comme un symbole de soumission. A cet égard, la délégation a d'ailleurs fait référence à l'enquête menée par le ministère de l'Intérieur à propos des abus de la loi sur le blasphème. Citons, dans ce cadre, la décision prise par la Cour suprême de confirmer la condamnation de Mumtaz Qadri<sup>2</sup>.

- Sur le plan **économique**, le Pakistan attend beaucoup, à terme, du couloir économique sino-pakistanaise (CPEC). En mars 2015, la Chine a fait savoir qu'elle investirait dans les années à venir un montant de 46 milliards de dollars dans de grands travaux d'infrastructures, ainsi que des projets en matière d'énergie et de transport. Le réseau long de 3 000 kilomètres doit faire du Pakistan un hub régional économique et logistique reliant la partie nord-ouest de la Chine à la mer arabique à travers le continent pakistanaise (en passant par le port en eau profonde de Gwadar actuellement en construction). Ce plan s'inscrit à son tour dans des ambitions stratégiques chinoises bien plus vastes visant à élargir les intérêts de la Chine en matière de commerce et de transport en Asie centrale et du sud (la *Silk Road Economic Belt*).

Il s'agit de l'une des opportunités économiques dont le Pakistan doit tirer profit pour améliorer son niveau de vie. Citons également à cet égard les exportations du Pakistan vers la Belgique, stimulées par le programme GSP+, qui ont atteint le cap des 350 millions d'euros dont les trois quarts proviennent uniquement du secteur textile.

La délégation a épinglé les indicateurs économiques positifs susceptibles d'attirer les investisseurs au Pakistan.

Au cours du déjeuner servi dans la Mezzanine du Parlement fédéral, en compagnie de Mme Petra De Sutter, M. Alain Destexhe et Mme Latifa Gahouchi, la délégation a souligné que les deux tiers de la **population** sont des jeunes de **moins de 25 ans**, ce qui représente un potentiel économique colossal. La délégation a profité de cette rencontre avec d'autres membres de la section pour **inviter** la section à lui rendre visite au Pakistan.

L'après-midi, la délégation, accompagnée de Mme Petra De Sutter et de M. Alain Destexhe de la section, a rencontré M. Gie Goris (rédacteur en chef de Mo Magazine) et M. Sam Vandenaabeele (*director Flanders Department of Foreign Affairs*).

---

<sup>2</sup> Mumtaz Qadri est le garde du corps qui, au début de 2011, a abattu l'ancien gouverneur du Pendjab, Salman Taseer, parce que celui-ci voulait ouvrir le débat sur la législation en matière de blasphème et qu'il avait exprimé son soutien à Asia Bibi, une chrétienne pakistanaise condamnée à mort pour un prétendu blasphème et qui se trouve dans le couloir de la mort depuis 2010.



- Au cours de cette réunion, il a été souligné que 85% des relations commerciales avec la Belgique concernent la **Flandre**.
- La délégation s'est dite très satisfaite de la **plate-forme** qu'offre l'**UIP**, soulignant que le **climat d'investissement** était favorable à présent que le plan de sécurité avait été mis en œuvre à hauteur de 70 %. Le Pakistan est, de tous les pays d'Asie du sud, celui qui offre les avantages fiscaux les plus intéressants aux investisseurs étrangers.
- La délégation a attiré l'attention sur certains domaines d'intérêt spécifiques: les compteurs d'énergie intelligents, la technologie de réinjection dans le réseau de l'énergie solaire, les centrales hydrauliques et d'autres formes d'énergie durable. Le mois de décembre 2017 sera pour le Pakistan une date butoir pour le contrôle du **problème de l'énergie**.
- Sur le plan de l'enseignement, la délégation a souligné que dans le cadre de la lutte contre le radicalisme, les madras devaient offrir un programme identique à celui des autres écoles et être enregistrés et financés par l'Etat. Les écoles, qu'elles soient publiques ou privées, relèvent de la tutelle de l'Etat et les deux réseaux sont d'un niveau équivalent. Les problèmes liés aux écoles publiques se rencontrent plutôt dans les zones rurales. Pour le surplus, les écoles publiques sont plus intéressantes, la compétition y est plus présente et les enseignants y sont plus compétents.

- C'est aussi le cas de l'ensemble du secteur public en tant qu'employeur (écoles, hôpitaux,...). En raison des avantages à long terme (logement, soins de santé, pensions, ...) qu'offre ce secteur, il attire les meilleurs médecins, ingénieurs, enseignants, ...
- Le Pakistan est à présent un **pays démocratique** où les citoyens sont au centre des préoccupations. Cette évolution est perceptible à divers égards: les institutions indépendantes se multiplient et le pays est sur la bonne voie concernant le respect des normes en matière de droits de l'homme, de la femme et de l'enfant. C'est ainsi qu'en 2015, le pays a battu un record inégalé du nombre de femmes arrivées sur le marché du travail.
- En ce qui concerne le **Cachemire**, le Pakistan dit rechercher une solution dans le respect des résolutions des Nations unies. Pour la première fois, les gouvernements indien et pakistanais recherchent une solution concertée.
- La délégation a évoqué l'accord de **réadmission** entre l'UE et le Pakistan et les récentes tensions apparues dans ce cadre. Les seuls "*returnees*" que renvoie le Pakistan sont ceux dont la nationalité n'est pas établie à 100%. Le Pakistan est capable de retrouver l'identité de ses ressortissants même en l'absence de documents d'identité. Ce pays se targue d'avoir mis au point l'un des systèmes d'identification les plus performants au monde, et cela dès la naissance. Il ne s'agit donc pas d'un problème politique mais d'une question de procédure.
- Dans le domaine des **soins de santé**, la délégation indique que la carte d'assurance "soins de santé" s'inscrit dans le programme de soins de santé le plus ambitieux qu'ait jamais connu le pays. Grâce à cette carte, l'assuré peut bénéficier de soins pour des maladies considérées comme potentiellement mortelles par les pouvoirs publics. Elle couvre des dépenses jusqu'à 300 000 roupies et est utilisable dans les hôpitaux publics comme privés. Le Pakistan investit en outre dans l'e-médecine afin d'améliorer l'accès aux soins de santé.
- En matière de **changements climatiques**, la délégation a mis en avant la situation vulnérable du Pakistan, insistant sur l'importance des besoins du pays en technologies et investissements étrangers. Le fait que le premier ministre, M. Muhammad Nawaz Sharif, soit également en charge des problèmes liés aux changements climatiques montre l'intérêt que le Pakistan porte à cette question. La pénurie en matière énergétique à laquelle est confrontée ce pays l'a cependant contraint à investir dans de nouvelles centrales à charbon pour lui permettre de couvrir les besoins à court terme.

Dans la soirée, le président du Parlement flamand, M. Jan Peumans, accompagné de Mme Petra De Sutter, a reçu la délégation. Il leur a fait visiter le Parlement flamand en expliquant les compétences des entités fédérées.



- Au cours de l'entretien qui s'en est suivi, la délégation a insisté sur la nécessité d'une **coopération avec les régions** dans le cadre de l'accueil des **doctorants** pakistanais. L'intérêt que manifeste le Pakistan pour notre pays réside en partie dans le fait que la Belgique dispense un enseignement de qualité à un coût très démocratique (de telles études coûtent dix fois plus cher au Royaume-Uni) et que le Pakistan finance les bourses d'études de ces étudiants.
- La délégation a également attiré l'attention sur les possibilités d'accords de coopération avec le **secteur pharmaceutique**, un secteur qui se porte bien au Pakistan et où le coût de production est largement inférieur. En augmentant ses capacités de production, ce secteur pourrait faire face à la demande importante de médicaments.
- Enfin, les **atouts touristiques** du Pakistan ont été mis en avant. Avec cinq des sept sommets les plus élevés au monde, ce pays a énormément d'opportunités à offrir aux alpinistes.

En fin de journée, la délégation et Mme Petra De Sutter ont été conviés à un dîner organisé en la résidence de l'ambassadrice du Pakistan, Mme Naghmana Alamgir Hashmi.

Le mercredi 20 janvier, le président du Parlement wallon, M. André Antoine, a reçu la délégation. Participaient à cette rencontre Mme Petra De Sutter, M. Michel KEMPENEERS (AWEX – *inspector general - COO Overseas – Export/Investment*) et M. Laurent PAQUET (AWEX, *Senior Project manager Asia-Pacific*).



- La rencontre s'est poursuivie avec, en toile de fond, l'**attentat** perpétré – quelques heures auparavant – à l'université de Charsadda, lequel a fait plus de vingt morts et plus de cinquante blessés. Il est apparu ultérieurement que sur sa page Facebook, l'auteur des faits, Umar Mansoor, avait revendiqué l'attentat au nom d'une organisation djihadiste appartenant au mouvement des talibans pakistanais (TTP). Les journalistes pakistanais ont qualifié Mansoor d'"homme le plus haï du pays". C'est sous son commandement que fut commise en décembre 2014 l'attaque terroriste (susmentionnée) la plus sanglante que le Pakistan ait connue à ce jour, qui a frappé une école primaire de Peshawar, à trente kilomètres de Charsadda. Au nom du Parlement wallon, M. André Antoine a présenté ses condoléances à la délégation.
- Lors de la discussion sur le terrorisme, la délégation a réitéré la position exprimée auprès du président de la Chambre des représentants.

- Il s'en est suivi une discussion à propos du *Joint Comprehensive Plan of Action* entre l'**Iran** et le P5+1 [les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique) + l'Allemagne et l'Union européenne] concernant le programme nucléaire de l'Iran, signé à Vienne le 14 juillet 2015. La délégation s'est dite satisfaite de cet accord. A l'instar du Pakistan, l'Iran compte une large frange de jeunes parmi sa population, ce qui fait que le pays n'a aucun intérêt à ce qu'il y ait une escalade de la violence. Le Pakistan a même entrepris des démarches pour atténuer les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran.
- Les similitudes entre les deux **Etats fédéraux** ont également été évoquées. La délégation a souligné que depuis le 18e amendement à la Constitution en 2010, les provinces s'étaient vu octroyer davantage de compétences et une plus large autonomie dans l'affectation des budgets qui leur sont octroyés. Sur le plan hiérarchique, les provinces pakistanaises sont cependant toujours subordonnées à l'Etat fédéral. A cet égard, la délégation a également insisté sur l'existence de mécanismes de solidarité. Au sein du *Council of Common Interest*, les ministres fédéraux fixent les priorités lorsque les provinces (dont le gouvernement a généralement une composition différente) sollicitent une aide supplémentaire (par exemple en cas de catastrophes naturelles). Le *Federal Finance Ministry* et la *Planning Commission* octroient des budgets en fonction du nombre d'habitants et des besoins spécifiques rencontrés par les provinces. Une fois ces budgets octroyés, l'Etat fédéral n'a plus voix au chapitre, mais il pourra toujours décider d'adapter ultérieurement le financement. Il faut mentionner, en outre, les nombreux organes de contrôle provinciaux et fédéraux, la présence attentive des médias et le contrôle que les provinces exercent les unes sur les autres par le biais de leurs représentants au Sénat. Si dans certaines matières (comme les déchets, les routes, l'enseignement ou le commerce), les provinces ont le droit de conclure des accords avec d'autres pays, cela leur est interdit dans d'autres domaines (par exemple la défense). L'Etat fédéral exerce cependant un contrôle en vue de préserver l'unité du pays. Quant à l'aménagement des routes, la délégation a attiré l'attention sur l'objectif de désenclavement des provinces les plus défavorisées.
- Les deux parties ont évalué leurs intérêts mutuels potentiels en matière de **commerce extérieur**. Le Pakistan souhaiterait mettre en place une coopération sur le plan de l'énergie (le problème de la pénurie d'énergie doit être résolu d'ici 2017), de l'économie de la connaissance (formation des doctorants), des TIC et des ports. Le président du Parlement wallon a invité la délégation à venir visiter le parc éolien de Perwez, la commune dont il est le bourgmestre. Par ailleurs, il prendra contact avec l'université de Louvain-La-Neuve en vue d'instaurer une coopération sur le plan universitaire. M. Kempeneers a approfondi les possibilités de coopération spécifique en lien avec les points forts de la région (aéronautique, logistique, industrie alimentaire, mécanique, médicaments et chimie durable).

Dans l'après-midi, la délégation était l'invitée de l'Université de Gand où elle a été reçue, en compagnie de Mme Petra De Sutter, par le recteur Anne De Paepe, le professeur Guido Van Huylenbroeck (directeur des relations internationales de l'université) et le professeur Martin Valcke (coopération avec le Pakistan).



Les représentants de l'**université** ont fait une présentation de l'université et des différentes facultés et indiqué qu'à l'heure actuelle, la coopération s'effectuait plutôt sur une base individuelle, mais que l'université souhaitait mettre en place une coopération plus structurée avec le Pakistan. La manière dont ces **accords de long terme** voient le jour concrètement a ensuite été expliquée. Ces accords se mettent en place selon une approche ascendante (*bottom-up*) : d'abord au niveau du professeur, puis du doyen et enfin du recteur, qui signe l'accord. Ce planning couvre cinq ans et s'attache aux priorités qui conviennent aux deux pays. La délégation a souligné que le gouvernement encourageait cette forme de coopération dans le cadre du plan 'Vision 2025' et de l'évolution vers une économie de la connaissance. Le Pakistan s'est fixé comme priorités l'environnement, la technique, l'industrie pharmaceutique, la médecine et la médecine vétérinaire. La délégation a attiré l'attention sur le fait que l'organisation de salons étudiants était une tradition au Pakistan, ce qui la différencie de l'approche de l'Université de Gand.

Pour illustrer le patrimoine culturel, la délégation s'est vu proposer une visite guidée de la ville de Gand.

Le jeudi 21 janvier, Mme Nabilla Ait Daoud, échevine de la jeunesse, de l'environnement et du bien-être animal de la ville d'Anvers a reçu la délégation en présence de M. Pol Van den Driessche et de M. Luc Muylaert (*senior advisor relations internationales et financement*).



- Après avoir fait connaissance avec l'histoire et les particularités de la ville, la délégation s'est fait accompagner par M. Pol Van den Driessche pour une visite guidée de la cathédrale d'Anvers.
- La délégation a ensuite été reçue au Centre mondial du diamant d'Anvers (Antwerp World Diamond Centre - AWDC) où elle s'est vu expliquer le fonctionnement de l'institut et la coopération avec la Pakistan Gems & Jewelry Development Company dans le cadre du traitement du diamant. Alors que l'AWDC se spécialise dans le commerce des diamants (bruts ou polis), le traitement de ceux-ci s'effectue de plus en plus souvent dans d'autres parties du monde.

L'après-midi, la délégation était l'invitée de l'entreprise portuaire de Gand, où elle a été reçue par M. Daan Schalck, directeur, et M. Danny Vancoppenolle, directeur commercial.

M. Schalk a mis en évidence les possibilités de **coopération** en matière de gestion et de génie civil dans le cadre du développement de **ports**. Celui de Gand est spécialisé dans les marchandises en vrac (il dispose de la plus grande capacité de stockage de produits agricoles du Benelux) et est, sur ce plan, plus important qu'Anvers (où l'accent est plutôt mis sur les conteneurs). Un autre atout dont dispose le port de Gand est le traitement des déchets, et plus spécifiquement la biomasse, domaine dans lequel ce port occupe la place de leader en Europe occidentale et pour lequel il coopère étroitement avec la Chine et la Russie. Le souhait du port de Gand de se spécialiser dans les denrées alimentaires en vrac peut s'accorder avec celui du Pakistan en tant que producteur de fruits et de riz. A son tour, le Pakistan pourrait être intéressé par l'importation de ferraille.

Dans le cadre de l'intérêt qu'elle a manifesté pour la valorisation des déchets, la délégation s'est rendue sur le site de SITA dans le port de Gand, où elle a été reçue par M. Didier Tilleman, *operations manager*.

En tant que filiale du groupe Suez (il y en a quatre dont deux sont plutôt axées sur le continent américain), cette société est un acteur mondial disposant de plus de 250 experts, qui peut aider le Pakistan dans sa recherche de solutions à l'échelon local.